



## Précarité menstruelle : nous ne pouvons plus uniquement compter sur la solidarité !

À l'occasion de la journée internationale de l'hygiène menstruelle, nous rappelons que la précarité menstruelle ne cesse d'augmenter en France et nous appelons les pouvoirs publics à aller plus loin.

Le 25 mai 2023

Le 28 mai, c'est **la journée internationale de l'hygiène menstruelle**. Cette journée a vocation à rappeler que partout dans le monde, **avoir ses règles est un facteur d'inégalités**, excluant et stigmatisant, qui éloigne les femmes et les personnes menstruées de certains droits fondamentaux (dignité, éducation, santé, accès à un revenu...).

À l'occasion de cette journée, nous souhaitons rappeler qu'en France aussi, avoir ses règles est discriminant. On entend de plus en plus parler de « **précarité menstruelle** ». Qu'est-ce que c'est ? Il s'agit d'abord de difficultés d'accès - pour des raisons financières mais pas que - à des protections périodiques et à des à-côtés : médicaments anti-douleurs, arrêts de travail, suivi médical... Nous pensons également que cette précarité économique est invisibilisée et renforcée par un tabou tenace autour des règles et un manque d'informations qui peuvent isoler et stigmatiser. Les premières impactées par cette précarité sont les femmes et les personnes menstruées précaires, les plus jeunes, celles qui cumulent les discriminations.

En 2023, en France, plus de **4 millions de femmes et personnes menstruées** sont concernées par cette précarité. **Ce chiffre a doublé entre 2021 et 2023 !\*** Par ailleurs, les protections périodiques sont le produit d'hygiène dont le coût a le plus augmenté\*\*. Le contexte actuel d'inflation précarise donc et creuse encore plus les inégalités sur ce sujet. C'est pourquoi cette année, encore plus que les années précédentes, nous alertons les pouvoirs publics sur la réalité de la précarité menstruelle.

Le Planning Familial de l'Isère s'engage depuis 4 ans face à cette urgence au travers de campagnes de lutte contre la précarité menstruelle (collecte de protections périodiques, sensibilisation). **Cela n'est plus suffisant**, comme le souligne [le bilan de la campagne 2022](#) (en ligne sur le site du Planning 38). **En 2022, les dons ont baissé, malgré de plus en plus d'actions déployées**. Nous n'avons pas pu répondre à toutes les sollicitations de nos partenaires redistribuant ces protections à leurs publics en situation de précarité.

\* Source : étude Règles Élémentaires et Opinion Way

\*\* Étude du cabinet NielsenIQ, cabinet de suivi de la consommation

Nos rencontres sur le terrain nous laissent penser que le contexte économique actuel explique en grande partie cette baisse des dons. Comme on peut l'entendre dans un micro-trottoir réalisé par le Planning Familial 38 lors d'une collecte en grande surface fin 2022, **l'enjeu de la précarité menstruelle intéresse et interroge**. Mais beaucoup des personnes interrogées rapportent que le principal frein qu'elles ont à donner est **le prix en augmentation de ces produits**.

Dans le contexte économique actuel, **nous ne pouvons plus faire reposer ces campagnes uniquement sur la solidarité des particuliers**. Les collectes ne sont plus tenables sur le long-terme. C'est pourquoi, cette année, nous souhaitons sensibiliser et accompagner les pouvoirs publics à prendre le relai au niveau local. Nous soutenons en ce sens l'initiative de la Ville de Grenoble qui installera en juin 8 distributeurs de protections périodiques répartis sur la commune, et nous encourageons d'autres communes à s'engager.

Le Planning Familial de l'Isère appelle par ailleurs les pouvoirs publics à se responsabiliser en assurant **la gratuité des protections périodiques pour toutes et tous**. Plus largement, nous militons pour des **droits menstruels** : prise en compte des règles en milieu professionnel (congé menstruel, espaces adaptés), droit à la santé menstruelle (meilleure information et prise en compte des pathologies) ainsi que pour une éducation menstruelle pour toutes et tous.

**Les mesures dernièrement annoncées par le gouvernement** – remboursement par la Sécurité Sociale des protections réutilisables pour les moins de 25 ans - sont insuffisantes et restent **excluantes pour une partie de la population**. **Les pouvoirs publics doivent se saisir de l'enjeu à la mesure de l'urgence**.

## Contacts

**Marion Martin** – Chargée de mission « Lutte pour les droits menstruels » – 07 49 26 52 21

**Léa Delahaye** – Chargée de communication – 04 76 87 89 24

communication@leplanningfamilial38.org

## Pour plus d'infos

[Rendez-vous sur le site internet du Planning Familial de l'Isère](#)

